

## Cahier des Clauses Particulières

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :

Le 20 octobre 2025, 18h00

2025-003 EDLV-DIFFUSION-DISTRIBUTION  
LOT 3 DIFFUSION-DISTRIBUTION

Appel d'offres ouvert passé en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande passé en application des articles R. 2162-2 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique

Article 1. Dispositions du marché .....	5
1.1 / Objet du marché et prestations attendues .....	5
1.2 / Identification des parties .....	5
1.2.1 / Identification de l'Acheteur .....	5
1.2.2 / Identification du titulaire du marché.....	6
1.3 / Forme du marché.....	6
1.3.1 / L'obligation d'exécution du bon de commande .....	6
1.3.2 / Le contenu du bon de commande .....	6
1.4 / Décomposition en lot .....	7
Article 2. Durée du marché et délais d'exécution.....	7
2.1 / Durée du marché.....	7
2.2 / Délais d'exécution des missions .....	7
Article 3. Montant du marché.....	7
Article 4. Pièces constitutives du marché.....	8
4.1 / Pièces particulières .....	8
4.2 / Pièces générales.....	8
Article 5. Représentation du titulaire .....	9
5.1 / Le représentant du titulaire auprès de l'Acheteur.....	9
5.2 / Modifications liées au titulaire survenant au cours de l'exécution du marché.....	9
5.3 / Défaillance de la personne habilitée nommément désignée pour conduire les prestations.....	9
Article 6. Communication entre les parties .....	10
Article 7. Obligations du Titulaire .....	10
7.1 / Confidentialité et secret .....	10
7.2 / Durée des obligations de confidentialité .....	11
7.3 / Devoir de conseil.....	11
7.4 / Moyens affectés à l'exécution des prestations.....	11
Article 8. Règles relatives à la cotraitance et à la sous-traitance .....	12
8 Règles relatives à la cotraitance et à la sous-traitance.....	12
8.1 / Cotraitance.....	12
9.1.1 / Forme du groupement .....	12
9.1.2 / Défaillance d'un membre du groupement .....	Erreur ! Signet non défini.
9.2 / Sous-traitance .....	13
9.2.1 / Désignation d'un sous-traitant lors de la remise de l'offre .....	13
9.2.2 / Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution .....	13
9.2.3 / Modification d'une sous-traitance en cours d'accord-cadre .....	14
9.2.4 / Modalités de paiement du sous-traitant.....	14
Article 10. Prévention des conflits d'intérêts .....	14
Le conflit d'intérêts à la définition qui lui est donnée par l'article L. 2141-10 du code de la commande	

publique.....	14
Article 11. Missions .....	15
11.1 / Présentation de l'organisation et du contexte .....	15
11.1.1/ Présentation de l'ENSAPLV .....	15
Article 12. Archivage et transmission des dossiers .....	15
Article 13. Transmission de tableaux de travail .....	15
Article 14. Modalités de détermination du prix et du règlement .....	15
14.1/ Contenu du prix.....	15
14.2/ Nature et caractère des prix .....	16
Article 15. Variation des prix.....	16
15.1 / Condition préalable .....	16
15.2/ Formule de révision .....	16
15.3/ Arrondis du calcul.....	16
Article 16. Modalités de paiement.....	17
16.1/ Avance.....	17
16.1.1/ Versement de l'avance.....	17
16.1.2/ En cas de sous-traitance.....	17
16.2/ Acompte.....	17
16.3/ Formalisme des factures.....	18
16.4/ Factures distinctes.....	18
16.4.1/ Pour le Titulaire.....	18
16.4.2/ Pour le sous-traitant.....	18
16.4.3/ En cas de groupement .....	19
16.5/ Contrôle des factures .....	19
Article 17. Mode de règlement.....	20
Article 18. Délai de paiement.....	20
18.1/ Intérêts moratoires.....	20
18.2/ Indemnités pour frais de recouvrement .....	20
Article 19. Cession et nantissement de créances .....	20
Article 20. Pénalités .....	21
20.1/ Généralités.....	21
20.2/ Caractère non libératoire des pénalités .....	21
20.3/ Cumul des pénalités et des autres formes de sanctions.....	21
20.4/ Pénalités et résiliation .....	21
20.5/ Typologie et modalités de calcul des pénalités.....	21
20.5.1/ Pénalités de retard .....	22
20.5.2/ Pénalités au titre de la lutte contre le travail dissimulé.....	22
20.5.3/ Plafonnement des pénalités .....	22

20.5.4/ Non-assujettissement des pénalités à la TVA .....	22
20.5.5/ Application des pénalités en cas de groupement d'opérateurs économiques.....	22
20.5.6/ Application des pénalités en cas de sous-traitance .....	23
20.5.7/ Exonération des pénalités .....	23
Article 21. Résiliation .....	23
21.1/ Résiliation pour événements extérieurs au marché.....	23
21.1.1/ Le décès ou l'incapacité civile du titulaire .....	23
21.1.2/ Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.....	23
21.1.3/ Incapacité physique manifeste du titulaire.....	24
21.2/ Résiliation en raison des difficultés d'exécution rencontrées par le Titulaire .....	24
21.3/ Résiliation pour motifs d'intérêt général .....	24
21.4/ Décompte de résiliation.....	25
21.5/ Remise des matériels permettant l'exécution de la prestation .....	25
21.6/ Exécution de la prestation aux frais du titulaire.....	25
Article 22. Différends et litiges .....	25
22.1/ Règlement amiable des différends.....	25
22.1.1/ Les comités de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics .....	25
22.1.2/ Les médiations des marchés publics .....	26
22.1.3/ La conciliation.....	26
22.1.4/ La transaction.....	26
22.1.5 L'arbitrage .....	26
22.1.6/ Règlement des litiges conformément à l'article R. 312-11 du code de justice administrative.....	27
Article 23. Assurances .....	27
23.1/ Dispositions générales.....	27
23.2/ Attestation d'assurance.....	28
23.3/ Assurance des cotraitants et des sous-traitants .....	28

# Chapitre 1. DISPOSITIONS GENERALES

## Article 1. Dispositions du marché

### 1.1 / Objet du marché et prestations attendues

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de diffusion et distribution des ouvrages publiés par les Editions de la Villette pour le service Éditions de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris la Villette (ENSAPLV)

Les prestations du marché comprennent :

- **La diffusion**, (soit la prospection et la promotion en librairies, l'ouverture et la fermeture de comptes-clients, la prise de commandes), à titre exclusif, **sur le territoire de la France**, de la Belgique et du Luxembourg, des ouvrages parus et à paraître publiés sous la marque « Éditions de la Villette ».
- **La distribution**, soit l'ensemble des opérations liées à la fourniture des ouvrages à la clientèle, le traitement des retours et la gestion des comptes-clients, à titre exclusif, de tous les ouvrages dont le diffuseur-distributeur assure la diffusion.
- **La diffusion et la distribution de ces ouvrages**, dans tous pays et territoires **hors France, Belgique et Luxembourg**, à titre exclusif, en direct ou par l'intermédiaire d'un sous-traitant sélectionné par le diffuseur-distributeur. Il s'agit de commercialiser ces ouvrages dans tous les territoires francophones (notamment Suisse / Québec/ Afrique du nord) dans le monde entier.
- **Le recouvrement des factures** de la clientèle au propre nom du diffuseur-distributeur.
- **L'organisation**, dans ses entrepôts ou dans les entrepôts de sous-traitants que le diffuseur-distributeur contrôle, **du stockage des ouvrages disponibles à la vente** qui lui sont confiés par l'éditeur (environ 20 000 volumes de nouveautés et d'exemplaires du fonds), comprenant la gestion, l'entreposage et le gardiennage des ouvrages.
- **La transmission** à la fin de chaque mois d'un **état des stocks** détaillé par article du nombre d'exemplaires qu'il stocke pour le compte de l'éditeur.
- **La transmission ou consultation** par internet d'un **état des ventes** chaque deux jours par titre et par client (France et étranger), d'un dégressif par réseau de librairies et par client, de l'état des stocks et de son historique, d'une synthèse de l'activité et de son évolution.
- **Des sorties de stock** demandées par l'éditeur.
- **Des manipulations sur les ouvrages** demandés par l'éditeur (mises au pilon, mises à disposition de l'éditeur des ouvrages défraîchis, envoi en nombre de spécimen, constitution de colis, pose de bandes, d'étiquettes, insertion d'erratum, mise sous film, etc.).
- En début de marché/prestation : **le transfert du stock des éditions de la Villette** vers l'entrepôt du titulaire du marché ou de ses sous-traitants. Ce stock est actuellement dans le centre de stockage du précédent titulaire du marché.

Sont exclues du champ d'exclusivité de l'activité de diffusion-distribution :

- Les ventes directes ou indirectes par correspondance ou par l'intermédiaire du site internet des Éditions de la Villette.
- Les ventes directes effectuées lors de salons du livre ou équivalent.

### 1.2 / Identification des parties

#### 1.2.1 / Identification de l'Acheteur

Le pouvoir adjudicateur au sens de l'article L. 1211-1 du code de la commande publique est :

### **L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Paris La Villette**

Ci-après désignée « ENSAPLV » ou « acheteur » ou « pouvoir adjudicateur ».

Les interlocuteurs opérationnels privilégiés du Titulaire seront les responsables du service des Éditions de la Villette de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris la Villette (ENSAPLV)

#### **1.2.2 / Identification du titulaire du marché**

Le candidat responsable de l'exécution des prestations confiées dans le cadre du présent accord cadre est dénommée le « Titulaire » dans les pièces de l'accord-cadre 2025-003 EDLV-Diffusion-Distribution.

Le Titulaire est engagé par la qualité des moyens humains proposés à l'appui de son offre et partie intégrante du présent accord cadre et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique et du savoir-faire nécessaire au bon exercice de la mission, du responsable de l'accord cadre.

L'organisation du Titulaire et de ses cotraitants reste sous la responsabilité du Titulaire, qui se doit de mettre en place une organisation pérenne et adaptée tout au long de l'accord cadre, en tenant compte des prestations et livrables à produire par le Titulaire ou les intervenants.

Le Titulaire assure en toutes circonstances la disponibilité d'un personnel compétent pour assister le responsable d'opération ou, en cas de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission.

#### **1.3 / Forme du marché**

Le présent marché est passé sous la forme d'un **accord-cadre mono-attributaire à bons de commande** en application des dispositions des articles R. 2162-2 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

##### **1.3.1 / L'obligation d'exécution du bon de commande**

Les bons de commande seront notifiés successivement par l'Acheteur au fur et à mesure des besoins.

Néanmoins, l'Acheteur est susceptible de notifier simultanément plusieurs bons de commande. Le titulaire dans le cadre de l'exécution du marché tient compte de cette possibilité dans la mobilisation des équipes et la production et vérification des livrables.

Une fois le bon de commande notifié au titulaire, ce dernier ne peut refuser d'exécuter le bon de commande, sous peine de se voir appliquer la pénalité de retard conformément à l'article 20 du présent CCP.

Le Titulaire du bon de commande encourt également l'exécution à ses frais et risques par un autre prestataire et le cas échéant la résiliation du marché conformément aux dispositions de l'article 21.6 du présent CCP.

##### **1.3.2 / Le contenu du bon de commande**

Pour être conforme aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, le bon de commande doit indiquer, a minima, la nature des prestations, décrites au marché, dont l'exécution est demandée ainsi que la quantité qui en est demandée.

Le bon de commande peut également préciser d'autres informations et contraintes nécessaires à l'exécution des prestations.

Les bons de commande ne peuvent cependant conduire à modifier les prestations ou les clauses du marché. Ils ne peuvent que compléter ce dernier.

Si besoin est, une note de cadrage sera fournie avec le bon de commande précisant le déroulement de chaque mission.

Les mentions qui figureront sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- La date, la référence au marché 2025-003
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- Les lieux d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande HT, TTC, le taux de TVA et le montant de la TVA : le(s) prix unitaires(s), les quantités déterminées ;
- Les délais laissés le cas échéant aux Titulaires pour formuler leurs observations.

En cas de cotraitance, il sera procédé à un bon de commande par co-traitant. Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'Acheteur pourront être honorés par le Titulaire.

## **1.4 / Décomposition en lot**

La présente consultation n'est pas allotie au motif qu'elle concourt à la réalisation d'une mission globale de diffusion et distribution des ouvrages publiés pour le service Éditions de la Villette de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris la Villette (ENSAPLV).

## **Article 2. Durée du marché et délais d'exécution**

### **2.1 / Durée du marché**

Le présent accord-cadre est passé pour **une durée de 48 (mois)**, à compter de sa notification.

### **2.2 / Délais d'exécution des missions**

Les délais effectifs de prestations ponctuelles seront fixés dans les bons de commande et prendront effet à compter de la **notification** du bon de commande.

En cas d'urgence, le délai de mise en œuvre est réduit à 2 ou 3 jours ouvrés.

L'Acheteur pourra solliciter le Titulaire pour participer à des réunions dans ses locaux. En cas d'urgence ou de crise, les candidats s'engagent également à se rendre disponible dans un délai de 72 heures maximum.

## **Article 3. Montant du marché**

Conformément à l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant

minimum et avec un montant maximum sur 48 mois

Désignation	Montant maximum pour 48 mois en euro (€) HT
Diffusion et distribution des ouvrages publiés pour le service Éditions de l'ENSAPLV	200 000€ HT

#### Article 4. Pièces constitutives du marché

##### 4.1 / Pièces particulières

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	
1 .	L'acte d'engagement et ses annexes notamment l'annexe 1 relative au bordereau des prix unitaires (BPU), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
2 .	Le présent Cahier des Clauses Particuliers (C.C.P), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
3 .	Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), du 30 mars 2021. NOR : ECOM2106868A ;
4 .	Les bons de commande ;
5 .	Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications postérieures à la notification de l'accord-cadre ;
6 .	L'offre technique et financière du Titulaire dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;

##### 4.2 / Pièces générales

Les documents applicables sont les lois et réglementations en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre dont le :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fourniture



Courante et de Services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, NOR : ECOM2106868A.

Le Titulaire du présent accord-cadre reconnaît le caractère évolutif par définition, qu'il soit technique, réglementaire ou autre. A ce titre, il reconnaît avoir l'obligation de se tenir informé en permanence de toute évolution, entre autres, des textes et normes, en relation avec l'objet du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre sans accord

## **Chapitre 2. EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **Article 5. Représentation du titulaire**

#### **5.1 / Le représentant du titulaire auprès de l'Acheteur**

Dès la notification du marché, le Titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché, s'il ne l'a pas déjà fait au sein de l'annexe 3 de l'Acte d'engagement.

Ce ou ces représentants disposent des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire, dès notification de leur nom à l'Acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, et notifié dans chaque bon de commande.

#### **5.2 / Modifications liées au titulaire survenant au cours de l'exécution du marché**

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### **5.3 / Défaillance de la personne habilitée nommément désignée pour conduire les prestations**

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire doit :

- En aviser, sans délai, l'Acheteur et prendre toutes les dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution de prestations ;
- Proposer à l'Acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le Titulaire est considéré comme accepté par l'Acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans

le délai d'un mois suivant la date d'information de la défaillance.

Si l'Acheteur récusé le remplaçant, le Titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'Acheteur est motivée. Les avis, propositions et décisions de l'Acheteur sont notifiés directement au Titulaire contre récépissé.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçants de l'Acheteur, le marché peut être résilié pour faute du Titulaire.

## Article 6. Communication entre les parties

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification au Titulaire des décisions ou informations de l'Acheteur est faite soit directement au Titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre-récépissés, soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.

Cette notification peut être faite par le biais du profil de l'Acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnées dans les documents particuliers de l'accord cadre ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil de l'Acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil de l'Acheteur, à l'issue de ce délai.

## Article 7. Obligations du Titulaire

### 7.1 / Confidentialité et secret

L'expression « Informations Confidentielles » recouvre des informations ou données de nature commerciale, financière ou technique, qu'elle qu'en soit la nature ou la forme (écrite ou orale et notamment tous documents écrits ou imprimés, modèles, disques, DVD, cédéroms et plus généralement toutes formes et modèles susceptibles d'être adoptés), qui sont transmises par l'Acheteur au Titulaire afin de remplir sa mission telle que prévue par le présent marché.

Le Titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles les informations Confidentielles de l'Acheteur par conséquent, à ce que lesdites Informations Confidentielles :

- Soient traitées avec la même précaution qu'il porte à la préservation de ses propres Informations Confidentielles que ce soit vis-à-vis de son personnel, de Ses instances décisionnaires ou de ses sous-traitants ;
- Ne soient communiquées qu'aux personnes désignées devant nécessairement y avoir accès pour l'exécution de leurs missions confiées par le titulaire et qui auront préalablement signées un engagement individuel, dont le modèle est annexé au présent C.C.A.P. et dont l'original sera transmis à l'acheteur ;
- Ne soient divulguées à des tiers, de quelque manière que ce soit, qu'après avoir obtenu l'accord préalable écrit, par courrier, de l'Acheteur.

Par exception, l'acheteur autorise le titulaire à transmettre des Informations Confidentielles aux salariés/agents désignés de son(ses) sous-traitants listés dans l'acte spécial de sous- traitance (DC4), qui devront nécessairement en avoir connaissance, afin de remplir la(les) mission(s) qui lui a(ont) été confiée(s) par le Titulaire dans le cadre du présent marché.

Conformément à l'article 1204 du Code civil, le titulaire se porte fort pour tout son personnel (salariés et collaborateurs, intervenants) et de son(ses) sous-traitants du respect de cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à ne faire aucun usage des Informations Confidentielles de l'acheteur dans un autre but que pour l'exécution de la/les missions qui lui a/ont été confiée(s) dans le cadre du présent marché.

Le titulaire s'engage à ne revendiquer aucun droit de propriété sur les Informations confidentielles d'Île-de- France Mobilités.

Toute reproduction et/ou diffusion de ces Informations confidentielles à des tiers, autres que les agents/salariés désignés des prestataires évoqués ci-dessus, est strictement interdite.

Le titulaire s'engage à restituer à l'acheteur, ou à détruire, tous documents ou autres supports contenant des Informations confidentielles, qui lui auraient été communiqués ainsi que toutes les reproductions, sans frais. La restitution s'entend des originaux et de toute copie, quel qu'en soit le support.

Par ailleurs, les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux Informations Confidentielles qui :

- Ont été divulguées au public par l'Acheteur ;
- Appartenaient au domaine public avant leur communication par l'Acheteur, ou sont postérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent marché, tombées dans le domaine public.

En revanche, le Titulaire ne sera pas dégagé de ses obligations au titre du présent article concernant une information confidentielle de l'Acheteur, du seul fait que celle-ci est contenue dans un ensemble d'informations générales.

## **7.2 / Durée des obligations de confidentialité**

Les obligations nées du présent article perdureront aussi longtemps que les Informations Confidentielles auxquelles elles se rattachent ne seront pas tombées dans le domaine public, et ce sans violation de l'une quelconque desdites obligations, dans la limite d'une durée de cinq (5) ans après la fin du présent marché.

## **7.3 / Devoir de conseil**

Le Titulaire est expressément tenu au rôle de conseil qui consiste notamment à proposer à ENSAPLV les solutions les mieux adaptées et à attirer son attention lorsqu'il décèle des incompatibilités entre les différentes options retenues, ou des risques de dysfonctionnement ou d'augmentation de la masse budgétaire dédiée à la conduite de la concertation et des prestations, ou de quelque nature que ce soit.

Au titre de son devoir de conseil, le Titulaire doit en particulier protéger au mieux les intérêts d'ENSAPLV et l'informer des conséquences des décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre.

Les prestations de conseil sont comprises au titre de sa rémunération.

## **7.4 / Moyens affectés à l'exécution des prestations**

Le titulaire est engagé par la qualité des moyens proposés à l'appui de son offre et partie intégrante du marché et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique et du savoir- faire nécessaire au bon exercice de la mission, des moyens humains mis à disposition pour la réalisation des missions.

Le titulaire assure en toutes circonstances la disponibilité de ses moyens.

Le titulaire doit mobiliser l'intégralité des moyens lui permettant de mener à bien les prestations à sa charge dans les délais et moyennant les prix convenus.

L'organisation de l'équipe doit être pérenne et adaptée tout au long du marché, en tenant compte des missions et livrables à produire par le titulaire ou les intervenants.

## **Article 8. Règles relatives à la cotraitance et à la sous-traitance**

### **8 Règles relatives à la cotraitance et à la sous-traitance**

#### **8.1 / Cotraitance**

##### **8.1.1 / Forme du groupement**

L'acte d'engagement indique la forme du groupement ainsi que les coordonnées du mandataire.

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique.

Aux termes de l'article R. 2142-20 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve de respect des règles relatives à la concurrence.

Si les entreprises qui constituent le groupement sont conjointes, chacune d'elles, à l'exception du mandataire, qui est solidaire pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Acheteur, n'est engagée que pour la ou les seules parties des prestations qui lui sont assignées.

Dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'Acheteur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

##### **8.1.2 / Défaillance d'un membre du groupement**

La défaillance est constituée quand, durant la réalisation de la mission, le cotraitant n'a pas rempli sa mission dans les délais impartis par la mise en demeure de l'Acheteur ou du mandataire.

Tous les frais et préjudices résultant de la défaillance du cotraitant sont à la charge du mandataire.

Dans le cas d'un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si l'un des membres du groupement ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent, l'Acheteur le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé, par une décision, adressée au mandataire et notifiée par écrit.

La mise en demeure produit effet, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse à l'égard du mandataire. Le mandataire est tenu de se substituer au membre du groupement défaillant pour l'exécution des prestations dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti à ce membre, si ce dernier n'a pas déféré à la mise en demeure.

A défaut, la poursuite des prestations peut être ordonnée aux autres membres du groupement défaillant et à son mandataire à ses frais et risques ; la résiliation de l'accord-cadre peut aussi être prononcée.

Si la défaillance du cotraitant emporte son exclusion du groupement, un avenant est alors conclu pour organiser la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre dans le cadre d'un groupement réduit assorti d'un recours éventuel à un sous-traitant. En tout état de cause, l'établissement d'un état contradictoire des prestations exécutées par le prestataire défaillant doit être réalisé.

**Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS**, en cas de défaillance du mandataire du groupement, l'Acheteur met en demeure les membres du groupement de désigner un autre mandataire parmi eux, dans le délai d'un mois. Le

nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

## **9.1 / Sous-traitance**

Conformément aux dispositions de l'article L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations contractualisées par bons de commande, à condition d'avoir obtenu de l'Acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En application de l'article 1er de la loi de 1975 il est interdit de sous-traiter l'intégralité d'un accord cadre public.

Le Titulaire demeure toujours, à l'égard de l'Acheteur, le seul responsable pour l'ensemble des obligations contractuelles découlant de l'accord cadre y compris celles qui ont été confiées à un sous-traitant.

### **9.1.1 / Désignation d'un sous-traitant lors de la remise de l'offre**

La notification de l'accord cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

### **9.1.2 / Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution**

**Les sous-traitants sont présentés en cours d'exécution de l'accord cadre.**

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations de l'accord cadre à la condition expresse d'avoir obtenu de l'Acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

En vue d'obtenir l'agrément du ou des sous-traitants, le Titulaire adresse à l'Acheteur soit par mail soit par lettre recommandée avec accusé réception, une déclaration ou acte spécial, sur la base de **l'annexe 2 à l'Acte d'engagement**.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par cet acte spécial, signé par l'Acheteur et par le Titulaire, qui conclut le contrat de sous-traitance.

L'acte spécial indique :

- le nom, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse du sous-traitant,
- la nature et la mission concernée, l'extrait du CCP relatif à la mission / prestation sous-traitée signée et paraphée par le sous-traitant,
- le montant des prestations sous-traitées : montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement de ces sommes.
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
  - la date d'établissement des prix,
  - les stipulations relatives aux délais et pénalités,
  - la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-50 du code de la commande publique,
  - le Comptable assignataire des paiements,
  - si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer accompagné d'un RIB ou RIP.

Il comporte une déclaration sur l'honneur du sous-traitant, établie par une personne habilitée à le représenter, certifiant qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner ou participer à l'exécution d'accord cadres publics.

**Les justificatifs des capacités techniques, financières et professionnelles du sous-traitant ainsi que les attestations de régularité de la situation en matière fiscale et sociale sont jointes à l'acte spécial.**

Le Titulaire doit également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics et autant d'engagement individuel de confidentialité que de personnes intervenant dans l'exécution des prestations.

### **9.1.3 / Modification d'une sous-traitance en cours d'accord-cadre**

Une sous-traitance régulièrement déclarée et acceptée peut tout à fait être modifiée en cours d'exécution. Dans ce cas, il est nécessaire de modifier l'acte de sous-traitance. Un nouvel acte spécial de sous-traitance sera conclu.

### **9.1.4 / Modalités de paiement du sous-traitant**

Le sous-traitant qui a été régulièrement accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, bénéficie d'un droit au paiement direct pour les prestations décrites qu'il exécute lui-même.

Ce droit lui est ouvert dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur au seuil de 600 € TTC. Le sous-traitant ne peut pas renoncer dans le contrat de sous-traitance à ce droit.

Le sous-traitant peut bénéficier du versement de l'avance à la double condition qu'il bénéficie du paiement direct et que l'accord cadre permette le versement d'une avance au Titulaire.

La procédure du paiement direct est décrite à l'article R. 2193-10 du code de la commande publique.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur au Titulaire de l'accord cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Le Titulaire dispose d'un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'Acheteur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'Acheteur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'Acheteur ou la personne désignée par lui dans l'accord-cadre adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'Acheteur procède au paiement du sous-traitant conformément aux dispositions inscrites au sein du code de la commande publique.

L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## **Article 10. Prévention des conflits d'intérêts**

Le Titulaire s'engage à éviter tout conflit d'intérêts pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Acheteur et ceux des autres entités amenées à participer directement ou indirectement au déroulement de l'accord cadre.

**Le conflit d'intérêts à la définition qui lui est donnée par l'article L. 2141-10 du code de la commande publique.**

Pendant l'exécution de l'accord cadre, le Titulaire signale à l'Acheteur dès qu'il en a connaissance, toute situation le concernant et / ou concernant l'un des membres du groupement et/ ou l'un des sous-traitants auxquels il fait appel, susceptible de créer ou d'aboutir à un conflit d'intérêts, même potentiel ou temporaire, avec les intérêts de l'Acheteur.

Dans le cas où le Titulaire effectue un tel signalement, ou si l'Acheteur identifie une situation susceptible de créer ou d'aboutir à un conflit d'intérêts, le Titulaire soumet à l'approbation de l'Acheteur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

Le Titulaire et /ou les cotraitants du groupement Titulaire s'engagent également à prévenir les conflits entre les intérêts de leurs sous-traitants et tous prestataires intervenant pour l'exécution du présent accord cadre et les intérêts de l'Acheteur.

## Chapitre 3. DISPOSITIONS RELATIVES AU SERVICE ATTENDU

### Article 11. Missions

#### 11.1 / Présentation de l'organisation et du contexte

##### 11.1.1 / Présentation de l'ENSAPLV

Les Éditions de la Villette publient des ouvrages sur l'architecture, la ville et le paysage. Ces thématiques sont abordés selon une approche culturelle, sociale, technique ou esthétique. Le public est autant le monde académique ou professionnel que les "*amateurs*" soucieux de comprendre leur environnement bâti.

\*Les Éditions de la Villette publient environ 5 titres par an.

\*Le fonds éditorial est constitué d'environ 200 titres.

\*Le tirage moyen de chacun des titres est compris entre 500 et 1500 exemplaires.

\*La fourchette de prix est de 9 à 97 €.

### Article 12. Archivage et transmission des dossiers

Le Titulaire devra fournir à l'Acheteur régulièrement et à chaque fois que cela sera jugé utile, tous les documents en sa possession utiles et nécessaires à la constitution des dossiers, au bon suivi de l'accord-cadre.

Au terme de l'accord-cadre, le Titulaire s'engage également à assurer la transférabilité des données avec le Titulaire suivant.

### Article 13. Transmission de tableaux de travail

L'Acheteur pourra demander à tout moment au Titulaire de l'accord-cadre de lui transmettre des tableaux récapitulatifs reprenant les éléments figurant dans les prestations définies au présent document.

## Chapitre 4. DISPOSITIONS FINANCIERES

### Article 14. Modalités de détermination du prix et du règlement

#### 14.1/ Contenu du prix

Le contenu du prix est défini à l'article 10 du CCAG-FCS qui précise notamment les éléments suivants :

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison,

ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire. Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou au retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

#### 14.2/ Nature et caractère des prix

Le présent marché est passé sur la base de prix unitaires tels qu'indiqués au **sein du Bordereau des prix unitaires (BPU)**.

Les prix indiqués au Bordereau des prix unitaires sont révisibles annuellement.

#### Article 15. Variation des prix

##### 15.1 / Condition préalable

La révision s'effectue annuellement, à la date anniversaire de la notification du marché.

Le Titulaire bénéficiera de la révision des prix pour les bons de commande émis à compter de la date anniversaire de notification du marché. Le BPU révisé comprendra les éléments du BPU joint en annexe de l'acte d'engagement avec les colonnes de révision des prix complétées, pour chaque année de révision des prix sous format Excel.

Pour être appliquée, **la révision des prix doit faire l'objet d'une demande préalable du Titulaire.**

La révision des prix doit porter sur l'ensemble des prix du marché.

##### 15.2/ Formule de révision

La révision des prix du marché est calculée selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I_m - 3 / I_0)$$

Dans laquelle :

P= Prix unitaire révisé hors taxes (arrondi au centième, à deux décimales)

P<sub>0</sub> = prix unitaire initial hors taxes

I= Index de référence soit l'indice du coût du travail - Salaires seuls - Information, communication (NAF rév. 2 section J) – Base 100 en 2016 Source : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

I<sub>0</sub> = dernière valeur publiée de l'index de référence au mois de la date limite de remises des offres.

I<sub>m-3</sub> = dernière valeur publiée de l'index de référence 3 mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

##### 15.3/ Arrondis du calcul

Les résultats des calculs intermédiaires sont arrondis à trois décimales.



Le coefficient de révision (coefficient multiplicateur du prix initial) est arrondi au millième supérieur (à trois décimales) avant multiplication par le prix initial.

## Article 16. Modalités de paiement

### 16.1/ Avance

#### 16.1.1/ Versement de l'avance

Sauf refus du Titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, ou de non réponse de ce dernier au même acte d'engagement, une avance sera versée dans les conditions fixées par l'article R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

L'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5% :

- du montant TTC du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze (12) mois ;
- d'une somme égale à douze (12) fois le montant TTC du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimé en mois, si cette durée est supérieure à douze mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

#### 16.1.2/ En cas de sous-traitance

Le montant de l'assiette de calcul de l'avance pour le titulaire est diminué du montant des prestations confiées aux sous-traitants agréés et donnant lieu à un paiement direct.

Le sous-traitant agréé bénéficiant du paiement direct est en droit de bénéficier d'une avance sur sa demande. Le montant de la demande d'avance du sous-traitant agréé est calculé selon les mêmes modalités que pour le titulaire, sur la base du montant des prestations qui lui sont confiées.

### 16.2/ Acompte

Le Titulaire peut bénéficier d'acomptes en application des dispositions des articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique, pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Le montant des acomptes correspond au pourcentage de réalisation d'une prestation à la date d'envoi de la demande d'acompte. Le montant cumulé des sommes versées au titre des acomptes ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La demande de versement d'acompte fait l'objet d'une facture.

La demande de versement d'acompte tient compte des éventuelles pénalités retenues (indiquées sur une ligne spécifique).

### 16.3/ Formalisme des factures

Pour adresser **les factures avec l'ensemble des pièces justificatives de la dépense** de manière dématérialisée à l'Acheteur, il faudra :

- i. se connecter sur le portail Chorus Facture Pro
- ii. identifier ENSA PLV grâce à son numéro de SIRET :
- iii. Indiquer de façon obligatoire et systématique le numéro de bon de commande,

Les numéros d'engagement sont communiqués lors de l'envoi du bon de commande

Le défaut de code service ou de numéro de bon de commande entraînera un rejet technique par Chorus Pro.

Pour plus d'information, consulter le site « Communauté Chorus Pro », dédié à la préparation à la facturation électronique à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

### 16.4/ Factures distinctes

Sans préjudice des modalités relatives au paiement direct des sous-traitants, le Titulaire de l'accord cadre doit reprendre dans la facture qu'il adresse à l'Acheteur les prestations sous- traitées en les faisant apparaître d'une manière distincte pour chaque sous-traitant.

#### 16.4.1/ Pour le Titulaire

La facture est établie en un original, au nom de l'Acheteur et porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse complète du Titulaire et de l'Acheteur ;
- un numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue ; la numérotation peut être établie dans ces conditions par séries distinctes lorsque les conditions d'exercice de l'activité le justifient ;
- la date à laquelle est effectuée, ou achevée, la prestation de services ou la date à laquelle est versé l'acompte, dans la mesure où une telle date est déterminée et qu'elle est différente de la date d'émission de la facture ;
- pour chaque bon de commande , la quantité, la dénomination précise, le prix unitaire hors taxes et le taux de taxe sur la valeur ajoutée légalement applicable ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant de la taxe à payer et, par taux d'imposition, le total hors taxe et la taxe correspondante mentionnés distinctement.

En outre, les factures doivent comporter les précisions suivantes :

- la référence de l'accord cadre 2025-003
- le numéro et date du bon de commande de l'Acheteur ;
- le prix initial hors taxes.

Et, à partir de la deuxième année :

- le coefficient de révision ;
- le montant de la révision ;
- le montant de la demande de paiement en prix de base et en prix révisé.

#### 16.4.2/ Pour le sous-traitant

Le présent article vise uniquement le sous-traitant de premier rang qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Acheteur conformément au présent CCP.

Conformément à l'article R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant est payé directement par l'Acheteur, pour la partie des prestations dont il assure directement l'exécution, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € toutes taxes comprises.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur au Titulaire. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'Acheteur accompagnée des éléments suivants :

- copie de la facture du sous-traitant au nom du Titulaire relative aux prestations exécutées ;
- copie de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande de paiement ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier son refus à l'Acheteur. Tout refus du Titulaire doit être motivé.

L'Acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu au titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 et de son décret d'application.

Ce délai court à compter de la réception par l'Acheteur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours précédemment mentionnés, si pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ou refus à l'Acheteur ou encore de la réception par l'Acheteur de l'avis postal précédemment mentionné.

#### 16.4.3/ En cas de groupement

En cas de **groupement conjoint**, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de **groupement solidaire**, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si l'offre prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'Acheteur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

Les factures ne respectant pas le formalisme décrit dans le présent article et les factures présentant une révision des prix sans avoir fait l'objet d'une demande préalable dans les conditions prévues par le présent CCP, ne seront pas acceptées par l'Acheteur.

En l'absence d'indication contraire adressée au Titulaire les factures doivent être envoyées après service fait à l'Acheteur.

#### 16.5/ Contrôle des factures

En cas de contestation par l'Acheteur des sommes dont le paiement est présenté dans les factures, le Titulaire donnera tous les éclaircissements utiles. Le paiement des sommes contestées sera suspendu jusqu'à l'obtention des justifications précitées par le Titulaire.

La persistance d'un différend sur le montant d'une facture ne saurait être invoquée par le prestataire comme motif pour suspendre l'exécution du présent accord cadre.

## Article 17. Mode de règlement

Les règlements sont effectués par l'Agent Comptable de l'Acheteur.

Le règlement s'effectue par virement au(x) compte(s) noté(s) sur le RIB joint à l'offre par le Titulaire.

**En cas de cotraitance**, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations selon la convention mise en place entre les parties au groupement.

**En cas de paiement direct de sous-traitant**, le règlement s'effectue par virement d'IDFM au compte noté sur la déclaration de sous-traitance.

Le règlement des prestations objet du présent accord cadre sera effectué après validation de chacune des prestations prévues.

## Article 18. Délai de paiement

Le délai global de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement établie et transmise conformément aux dispositions contractuelles.

### 18.1/ Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est le taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de 8 points.

### 18.2/ Indemnités pour frais de recouvrement

En cas de retard de paiement, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement s'ajoute systématiquement aux pénalités de retard dues au créancier. Ce montant forfaitaire s'ajoute aux intérêts moratoires, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités.

## Article 19. Cession et nantissement de créances

La cession est un acte par lequel le Titulaire ou le sous-traitant (le cédant) cède à un établissement de crédit (le cessionnaire) la créance qu'il détient à l'encontre d'un débiteur (l'Acheteur, le cédé). L'établissement de crédit cessionnaire, qui va apporter un soutien financier au Titulaire en échange de cette cession, se remboursera sur les sommes payées en application de l'accord cadre. Ces sommes lui seront versées directement, sans passer par le Titulaire.

Le nantissement consiste, pour le Titulaire ou le sous-traitant, à donner en gage la créance qui résulte de l'exécution de l'accord cadre pour faciliter le financement de son activité par un établissement bancaire.

La personne compétente pour fournir des renseignements à ce sujet est l'Agent Comptable de l'Acheteur

L'article R. 2191-45 du code de la commande publique prévoit la possibilité, pour le Titulaire de l'accord cadre, de céder ou nantir sa créance à l'appui, soit de la copie de l'original de l'accord cadre portant la mention de sa délivrance en

exemplaire unique, soit d'un certificat de cessibilité.

L'Acheteur a l'obligation de délivrer l'une de ces deux pièces, à la demande du Titulaire, quel que soit le montant de l'accord cadre.

## Chapitres IV. REGLEMENT DES DIFFERENDS

### Article 20. Pénalités

#### 20.1/ Généralités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalités, dans les conditions prévues par le présent article.

Sauf disposition contraire, les pénalités sont applicables de plein droit et peuvent être décomptées sans mise en demeure préalable.

Avant émission de tout titre exécutoire ou prélèvement sur les factures émises par le Titulaire, les décomptes de pénalités sont notifiés de façon expresse au Titulaire et précisent les modalités de calcul des pénalités.

Le montant des pénalités ainsi établies peut venir en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture suivante ou donner lieu à l'émission par l'Acheteur d'un titre exécutoire, notamment en cas d'insuffisance des sommes dues au Titulaire.

A réception de ce décompte ou de toute décision de l'Acheteur informant du principe de l'application de pénalités, le Titulaire dispose d'un délai de 15 (quinze) jours pour présenter ses observations par un mémoire en réclamation. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté les pénalités mentionnées par le décompte ou la décision précités.

#### 20.2/ Caractère non libératoire des pénalités

**Les pénalités prévues par le présent accord cadre ne sont pas libératoires** de toute autre indemnité à laquelle l'Acheteur pourrait prétendre pour la réparation d'un préjudice lié ou non au non-respect des prescriptions du présent accord cadre.

#### 20.3/ Cumul des pénalités et des autres formes de sanctions

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'Acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord aux frais et risques du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG- FCS.

#### 20.4/ Pénalités et résiliation

En cas de résiliation de l'accord cadre pour faute du Titulaire dans les conditions fixées au présent CCP et à l'article 41 du CCAG-FCS, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

#### 20.5/ Typologie et modalités de calcul des pénalités

### 20.5.1/ Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, l'Acheteur se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités de retard dans l'exécution des bons de commande du présent accord-cadre, sur simple constat et sans mise en demeure, selon la formule suivante :

$$P=V \times R / 300$$

**P** : le montant de la pénalité

**V** : la valeur des prestations sur laquelle, la pénalité est calculée, hors TVA, correspondant à la partie des prestations ou l'ensemble des prestations en retard.

**R** : le nombre de jours de retard.

### 20.5.2/ Pénalités au titre de la lutte contre le travail dissimulé

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, le Titulaire se doit de respecter les formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

A ce titre, ENSA PLV, dès lors qu'il est informé par écrit par un agent de contrôle d'une situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, aussitôt le Titulaire de faire cesser cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure apporte à ENSA PLV la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

ENSA PLV transmet, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le Titulaire ou l'informe d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai de 15 jours, ENSA PLV en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer les pénalités prévues par le présent contrat ou rompre le présent contrat, sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

Le montant de chacune des pénalités dues au titre du présent article sera de 5 000 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Les pénalités sont payées par le Titulaire dans un délai de 15 jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant.

### 20.5.3/ Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

### 20.5.4/ Non-assujettissement des pénalités à la TVA

Les pénalités échappent au champ d'application de la TVA puisque celles-ci ne sont pas définies comme contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service, mais comme une indemnité.

De ce fait, il n'est plus possible pour l'entreprise Titulaire de les déduire de sa base d'imposition. Il en résulte que les pénalités sont appliquées sur le montant TTC des prestations.

### 20.5.5/ Application des pénalités en cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement conjoint dans lequel les paiements se font sur compte séparées, les pénalités sont réparties

entre les différentes sociétés selon les indications du mandataire. En l'absence d'indication, le mandataire supporte seul les pénalités.

**Pour un groupement solidaire**, payé sur compte unique, c'est le groupement qui supporte les pénalités, charge aux différents membres du groupement de s'entendre sur la répartition exacte entre eux.

#### **20.5.6/ Application des pénalités en cas de sous-traitance**

Le Titulaire est seul responsable de l'exécution des prestations par ses sous-traitants. Il est donc le seul redevable des pénalités.

Il pourra cependant dans le cadre de la procédure de paiement direct du sous-traitant modifier la demande de paiement du sous-traitant et y faire figurer tout ou partie des pénalités que le maître d'ouvrage lui a fait supporter.

#### **20.5.7/ Exonération des pénalités**

Par dérogation de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1000€ pour l'ensemble du marché.

### **Article 21. Résiliation**

Si, pour une raison quelconque, le Titulaire se trouvait dans l'impossibilité d'exécuter la mission qui lui est confiée, il devrait en informer l'Acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception dans les meilleurs délais.

L'Acheteur aurait alors la possibilité de résilier tout ou partie du présent marché.

De façon générale, tout manquement de l'une ou de l'autre des parties aux obligations qu'elle a en charge, aux termes du présent marché, entraînera la résiliation de plein droit de celui-ci, trente (30) jours après mise en demeure d'exécuter par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

L'Acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du Titulaire pour les événements liés au marché, soit pour faute du Titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées ci-dessous.

L'Acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Dans ce cas, le Titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au Titulaire, elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

#### **21.1/ Résiliation pour événements extérieurs au marché**

##### **21.1.1/ Le décès ou l'incapacité civile du titulaire**

En application de l'**article 39.1 du CCAG-FCS** en cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire, l'Acheteur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le Titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

##### **21.1.2/ Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire**

En application de l'**article 39.2 du CCAG FCS**, en cas de redressement judiciaire, le marché est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du Titulaire, le marché est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

### **21.1.3/ Incapacité physique manifeste du titulaire**

En application de l'**article 39.3 du CCAG-FCS**, en cas d'incapacité physique manifeste et durable du Titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'Acheteur peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

**Aucun de ces cas de résiliation n'ouvre droit à une indemnisation.**

### **21.2/ Résiliation en raison des difficultés d'exécution rencontrées par le Titulaire**

En application de l'**article 40.1 du CCAG FCS**, lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la **mise en œuvre de moyens hors de proportion** avec le montant du marché, l'Acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du Titulaire.

Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'Acheteur résilie le marché.

La **force majeure** s'entend de tout événement extérieur à la partie affectée présentant à la fois un caractère imprévisible et insurmontable, qui empêche le Titulaire ou l'Acheteur d'exécuter tout ou partie des obligations mises à leur charge par le marché.

L'Acheteur ou le Titulaire entendant invoquer un cas de force majeure, devra sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, informer l'autre partie dans un délai de cinq (05) jours ouvrés suivant la survenance de cet événement, en justifiant son caractère imprévisible, insurmontable et extérieur, la mettant dans l'impossibilité de respecter ses obligations, en indiquant les dispositions prises, qu'elle compte prendre ou qu'elle estimerait nécessaire de prendre alors qu'elle est dans l'impossibilité de le faire par elle-même, ainsi que la durée prévisible de la force majeure.

Dans tous les cas, la partie empêchée devra faire ce qui est en son pouvoir pour limiter la durée et les effets de la force majeure.

En cas de prolongation de cet événement au-delà de trois (3) mois, le marché pourra être résilié par lettre recommandée avec accusé de réception, sauf accord des parties.

Le fait que les événements sont extérieurs aux deux parties aucun droit à indemnisation n'existe pour le Titulaire.

### **21.3/ Résiliation pour motifs d'intérêt général**

Le Titulaire a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation du marché.



Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le Titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

#### **21.4/ Décompte de résiliation**

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par l'Acheteur et notifié au Titulaire.

**Le décompte de résiliation se fera conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG-FCS.**

#### **21.5/ Remise des matériels permettant l'exécution de la prestation**

En cas de résiliation, l'Acheteur peut exiger du Titulaire :

- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché ;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché.

L'Acheteur en informe le Titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le Titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

En cas de résiliation pour faute du Titulaire, l'application du présent article se fait aux frais du Titulaire.

#### **21.6/ Exécution de la prestation aux frais du titulaire**

Sous réserve que la décision de résiliation le mentionne expressément, l'Acheteur fera procéder, par une société tierce, à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire :

- soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard,
- soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

S'il n'est pas possible à l'Acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'Acheteur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **Article 22. Différends et litiges**

#### **22.1/ Règlement amiable des différends**

La plupart des différends en cours d'exécution du marché seront réglés selon les procédures ci-après définies. La persistance de différends importants ne doit pas conduire à une saisine systématique du juge.

##### **22.1.1/ Les comités de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics**

Conformément à l'article L.2197-1 du Code de la Commande Publique, les acheteurs et le Titulaire du marché public peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dans des conditions fixées par décret.

Ces comités ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

### **22.1.2/ Les médiations des marchés publics**

La médiation des marchés publics, placée auprès du ministre chargée de l'économie, a pour mission de faciliter les relations entre les acheteurs publics et les entreprises.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

### **22.1.3/ La conciliation**

Les parties peuvent convenir de recourir à un tiers conciliateur. La conciliation est organisée librement. Elle peut être confiée à un magistrat administratif (art. L. 211-4 du code de justice administrative). Elle peut s'achever par une transaction.

### **22.1.4/ La transaction**

En application de la circulaire du 06 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, le contrat de transaction constitue, à défaut de contrat, un titre juridique permettant le paiement des prestations effectuées.

La transaction est un contrat écrit, permettant de déterminer une contestation née ou de prévenir une contestation à naître (Art. 2044 du code civil).

Il peut être le support de l'indemnisation de l'une des parties en cas de nullité du contrat.

### **22.1.5 L'arbitrage**

Conformément à l'article 69 de la loi du 17 avril 1906 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1906, l'État, les collectivités territoriales ou les établissements publics locaux peuvent, pour la liquidation de leurs dépenses de travaux et de fournitures, recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du code de procédure civile.

Le recours à l'arbitrage doit faire l'objet d'une autorisation expresse.

Les personnes publiques ne peuvent, en principe, recourir à l'arbitrage, sauf dans les cas mentionnés à l'article L. 311-6 du code de justice administrative. La procédure d'arbitrage peut être librement déclenchée par les parties, le juge ne s'autorisant pas à en apprécier l'opportunité.

En cas de recours à l'arbitrage, les parties doivent respecter un certain nombre des règles destinées à leur assurer une sécurité juridique maximale.

Le livre IV du Code de procédure civile prévoit qu'elles devront :

- Fixer la composition de l'instance arbitrale, nécessairement collégiale ;
- Fixer le déroulement d'une procédure contradictoire, impliquant que chaque argument puisse être discuté par l'autre partie ;
- Décider si l'instance d'arbitrage pourra se prononcer en fait et en droit, ou au contraire limiter son appréciation à l'application du droit ;
- Prévoir un délai pour l'obtention de la sentence arbitrale ;
- Imposer la motivation de cette dernière.

Par ailleurs, dans la mesure où la procédure est assimilée à un jugement de première instance, l'appel contre la sentence arbitrale est toujours possible.

#### 22.1.6/ Règlement des litiges conformément à l'article R. 312-11 du code de justice administrative

##### Recours possibles :

##### Avant la signature du marché :

- Un référé précontractuel (art. L. 551-1 et suivants du Code de Justice Administrative), depuis le début de la procédure jusqu'à la date de conclusion du contrat.

##### Après la signature du marché :

- Un référé contractuel (art. L. 551-13 et suivants du Code de Justice Administrative), le jour suivant la notification du marché et selon les délais précisés par l'article R. 551-7 et suivants du Code de Justice Administrative ;
- Un recours en contestation de la validité du contrat (Conseil d'Etat, 4 avril 2014, n°358994, Département de Tarn et Garonne) dans un délai de 2 mois suivant la parution de l'avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation.

## Chapitre 5. DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 23. Assurances

#### 23.1/ Dispositions générales

Le Titulaire (ou chaque membre du Groupement) est tenu de contracter et de maintenir pendant toute la durée des obligations contractuelles et/ou légales à ses frais les assurances de Responsabilité Civile et de Responsabilité Civile Professionnelle garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber (et/ou du fait d'éventuels sous-traitants) du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre.

Par ailleurs, le Titulaire est tenu :

- de remettre une attestation d'assurance à l'Acheteur au plus tard à la date de notification du présent accord-cadre,
- de transmettre par la suite, sur demande de l'Acheteur, dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de l'envoi de la demande par l'Acheteur, et ce pendant toute la durée de l'accord cadre, une attestation d'assurance.
- fournir une attestation d'assurance au début de chaque année et ce, pendant toute la durée du présent accord cadre.

En application du CCAG-FCS, l'absence de fourniture d'une telle attestation pourra constituer un motif de résiliation du présent accord cadre.

Sur simple demande de l'Acheteur, le Titulaire devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances. Il est expressément entendu par le Titulaire que :

- aucune limitation de garanties d'assurance en nature ou en montant ne sera opposable à l'Acheteur ,
- l'existence d'assurances ne peut être considérée comme une quelconque limitation des responsabilités

encourues et garanties dues par le Titulaire,

- la fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées au présent article constituent un préalable à la conclusion de l'accord cadre ,
- après remise de son offre finale, le Titulaire ne pourra répercuter à l'Acheteur aucun surcoût demandé par son assureur afin de délivrer des garanties conformes aux clauses ci-dessus et ci-dessous,
- le Titulaire s'engage à répercuter des obligations identiques sur ses sous-traitants et à justifier à toute demande de l'Acheteur que lesdits sous-traitants se conforment aux obligations ci-dessus.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, l'Acheteur se réserve le droit d'exiger de la part du Titulaire la souscription d'une assurance complémentaire à la charge exclusive du Titulaire et, en cas de non-respect, de résilier l'accord- cadre aux torts de ce dernier.

### 23.2/ Attestation d'assurance

L'attestation d'assurance doit :

- émaner exclusivement d'une compagnie d'assurances ou d'une mutuelle de solvabilité notoire et ayant son siège social ou une représentation dans l'Union Européenne,
- être rédigée en français et exprimée en EUR,
- si c'est le cas, la connaissance par l'assureur de la nature du groupement si le Titulaire se présente en groupement, et comporter un minimum les indications suivantes :
  - o nom du Titulaire
  - o objet détaillé de la garantie délivrée et principales exclusions,
  - o montant exact et intégral des garanties respectives pour les dommages matériels, corporels, immatériels,
  - o activités objet du présent accord-cadre,
  - o date d'effet et durée de garantie.

### 23.3/ Assurance des cotraitants et des sous-traitants

Le Titulaire s'engage à obtenir de ses sous-traitants et cotraitants les actions et la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celle précisées au CCAG-FCS et aux articles ci-dessus.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à assumer la responsabilité des dommages résultant de l'intervention de ses sous-traitants.

## Chapitre 7. DEROGATIONS

Le présent Cahier des Clauses Particulières déroge au CCAG applicable aux fournitures courantes et services concernant les dispositions suivantes :

Article du présent CCP	Article(ou Chapitre) du CCAG-FCS concerné
------------------------	---

8.1.2/ Défaillance d'un membre du groupement	Article 3.5.4
20.5./ Pénalité de retard 20.5.3/ Plafonnement des pénalités	Article 14.1
20.5.7/ Exonération des pénalités	Article 14.1.3